

DE CHACUN SELON SES MOYENS
A CHACUN SELON SES BESOINS

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

LE COMBAT

C.N.T. SYNDICALISTE A.I.T.

« Tant qu'il n'y aura point d'égalité économique et sociale, l'égalité politique sera un mensonge... »

Michel BAKOUNINE

16 FEVRIER 1967
NUMERO 441
0,50 F. LE NUMERO
39^e ANNEE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

NOUVELLE SERIE

LA HANTISE QU'EST-CE QU'UN SYNDICAT OUVRIER ?

On a souvent dit que le travailleur ne pense qu'à son tiers, c'est vrai dans une certaine mesure. Oui, mais... dans une certaine mesure seulement et la preuve nous est donnée en cette période pré-électorale où les divers candidats en présence, soucieux des résultats de cette campagne bien plus que du sort des électeurs, ont tout de même mis en évidence tout un tas de problèmes qui inquiètent la classe ouvrière. Or, celui qui est le plus souvent invoqué, c'est le chômage. On avance des chiffres officiels fournis par des « économistes » qui varient entre sept cent et huit cent mille chômeurs dans les années qui vont aller de 1967 à 1970.

Que l'on ne s'y trompe pas; ces chiffres sont une espèce de hantise pour les masses laborieuses et les politiques qui observent tout, n'ont pas manqué d'y voir un phénomène d'indécision provoqué par cette inquiétude; ce qui a fait dire à certains qu'en définitive ce sont les indécis qui feront le résultat des prochaines législatives.

Mais pour nous, la hantise du chômage doit s'examiner sous un autre angle. En fait, quelles seront les réactions de tous ces milliers de chômeurs si une solution rapide et valable n'y est apportée ? Les faits divers de la presse quotidienne nous décrivent un des aspects et pas le plus louable : le suicide par désespoir; mais lisez plutôt : « Cadre administratif de 49 ans, M. Rodolphe Schillinger, domicilié à Boulogne, avait connu depuis de longs mois l'enfer des petites annonces et l'humiliation des refus. Il venait de trouver un emploi, mais la peine de perdre sa place, si chèrement acquise, le hantait. A bout de courage, il a préféré en finir... »

Notons pour multiplier ces exemples glanés dans la chronique des faits divers de la presse bourgeoise, aussi ignoble que cela paraît, ces cas sont nombreux au siècle où l'atome et la cybernétique offrent à l'humanité d'incalculables possibilités de bien-être et de tranquillité. C'est là l'une des multiples contradictions du système capitaliste, envahi par des technocrates qui croient

tout régler par des chiffres. Heureusement, l'esprit de lutte et la conscience de classe n'ont pas complètement disparu dans les milieux ouvriers et ceux-ci ne vont pas accepter étourdemment ce de serrer la ceinture. Il faut penser que les milliers de jeunes qui gonflent actuellement le marché du travail sont un explosif dont il faut tenir compte.

C'est précisément dans l'utilisation de cet explosif que réside l'avenir des travailleurs. Si les partis politiques parviennent à les endoctriner comme ils s'efforcent de le faire, alors ce sera le cercle vicieux des oppositions minoritaires qui reprennent la même politique des majorités des qu'elles sont au pouvoir.

Reste donc la voie du syndicalisme pour transformer les structures économiques et sociales du pays. C'est là que chaque travailleur doit faire entendre sa voix et faire valoir ses droits.

NOTRE CAMPAGNE ANTI-ELECTORALE

3) — « Pacte tripartite de 1947 et rupture de la gauche française »

Ceci était dans l'ordre logique, si l'on peut dire, des choses, et bien entendu, une fois de plus, voulu, pensé, mûri, et préparé machinalement par tous les tribuns tarés qui étaient bien assurés d'y « trouver leur compte », comme l'on dit. Ils procédaient de la manière suivante, les foyers de la dignité humaine : la clandestinité, les dangers affrontés en commun pendant la Résistance — et l'estime mutuelle qui en naissait, par-delà les barrières idéologiques — dans l'incertitude des maquis, ce qui fit naître l'espoir encore important, dans l'après-guerre, de tous les esprits.

Notons pour multiplier ces exemples glanés dans la chronique des faits divers de la presse bourgeoise, aussi ignoble que cela paraît, ces cas sont nombreux au siècle où l'atome et la cybernétique offrent à l'humanité d'incalculables possibilités de bien-être et de tranquillité. C'est là l'une des multiples contradictions du système capitaliste, envahi par des technocrates qui croient

Bien sûr, cela n'est possible que si l'orientation au sein du mouvement syndical est dictée par la base, c'est-à-dire par ceux qui travaillent effectivement et non par des permanents inamovibles comme c'est le cas pour toutes les centrales réformistes que nous connaissons.

Le syndicalisme devant être le symbole et le noyau d'une société sans classes et sans parasites, dans laquelle le travail doit se réaliser pour satisfaire les besoins de toute la population et non pour augmenter les profits d'une minorité privilégiée, nous considérons qu'il doit avoir pour but, des améliorations immédiates comme la sécurité de l'emploi et le pouvoir d'achat des travailleurs, mais doit viser, dans un cadre plus élargi, à la suppression des hiérarchies, des discriminations d'âge, de sexe ou de nationalité, et à l'abolition des classes. C'est la voie à la C. N. T.

REPONSE A FELIX GOUIN

— favorisent la nouvelle démagogie à la mode adoptée à l'unisson par la gauche et menant à un gouvernement de coalition d'éclo. Dans laquelle manœuvre on ne peut sincèrement voir, en fait, autre chose qu'une vile tactique de diversion proposée par les maîtres-habituels (ceux de « droite » avec lesquels s'empresse alors de collaborer les chefs de « gauche », leur « tirant ainsi une vilaine épine du pied ». En détail, voici ce qui se passa : pour conserver le crédit populaire nécessaire à leur commerce, ces leaders « rouges » (certains l'étaient-ils donc vraiment ?) durent bien s'accorder publiquement (en vérité, ce mariage de brigands est toujours aisé) s'ils voulaient régner, sinon il leur aurait fallu renoncer à l'exercice alléchant d'un pouvoir grisant qui les tentait irrésistiblement. Et en fait, cette situation arrangeait momentanément la « droite traditionnelle » (militaires de carrière, clergé, etc.).

Mais cet arrangement, ce contournement des difficultés psychologiques d'un moment, consistant à dire : « Tenez, les chefs de la gauche, comme nous autres, maîtres traditionnels, devons nous abstenir de dominer pendant quelque temps — la chose est pour l'instant impossible —, prenez donc provisoirement le pouvoir-sceptre du régime et les guides du pouvoir, afin surtout que ce pouvoir demeure; que la bonne habitude du despote et du soumis se perpétue n'était possible qu'à condition de quelques concessions dites « sociales »-élémentaires mais savamment dosées ! point trop ni trop peu qui puissent faire habilement avaler le poison aux bernés traditionnels : les démunis, les « dirigés ».

C'est pour cela, et uniquement pour cela, qu'en 1947, on « fit un peu de social », avec les allocations familiales, la Sécurité sociale, quelques modifications dans la retraite des vieux travailleurs et les congés payés... et autres prétendues « conquêtes sociales » (patures au monnes, ou mieux, de ce qu'il eût fallu donner, ou verser, de laisser prendre, à un peuple qui est bien cruel de traiter pareillement un médiant statique importun). En fait de conquêtes, pour être franc, il faut bien reconnaître qu'il n'y eut aucunement, et on se contenta d'accorder chichement quelques bâtonnets de régime à une masse salariée qui aurait bien pu, si elle l'eût assez suffisamment analysé ses aspirations profondes et si elle avait été organisée, prendre toute la coniferie, jusque là réservée à l'apanage exclusif des nantis-voleurs brigands-accapareurs.

(Et il faut se rappeler, qu'au lendemain de la Libération, le peuple était roidé à la mitraille par cinq années d'une fâcheuse pratique : je me souviens bien, petit enfant alors, la fébrilité avec laquelle mes compatriotes avignonnais, dans le quartier lépreux où nous vivions, attendaient les mots d'ordre des partis pour s'emparer des fabriques et de tout ce qu'ils envoyaient être logiquement leur. Que n'ont-ils agi spontanément !)

Au point de terminer, donc, avec ces amours populaires de l'après-guerre, véritable injure morale et économique, remarquons qu'elles furent jetées précipitamment, tandis qu'en 1936, la formation politique du Front dit « populaire » — et qui se limita à hisser au pouvoir des tribuns à la tunique rouge mais au cœur ambitieux — l'obtention des 15 jours de congés payés, la semaine de 40 heures, des modifications des salaires, en bref, toute la teneur parcellaireuse des Accords Matignon (cette carotte à l'âne...), avaient été une soupage de sécurité indispensables pour soulager un trop plein de vapeur révolutionnaire une marmite populaire bien

Le syndicalisme est né de la nécessité, pour les travailleurs, de mettre sur pied leurs propres organes de défense et d'attaque contre une société capitaliste, un système de production et de consommation, dans lesquels le salarié est conçu comme un moyen et non comme un fin; en un mot, comme une matière première semblable aux autres marchandises. Dans la société capitaliste, on ne produit pas pour satisfaire les besoins de chacun et de quelques-uns, de ceux qui sont aux postes de commande de l'économie qui se sont appropriés les moyens de production et d'échange. Dans ce système, le travailleur est réduit au rôle d'outil, de machine. Il doit produire non pas ce dont il a besoin mais ce qui « rapporte », ce qui permet au capitaliste de réaliser des profits. Comme n'importe quelle machine, le travailleur ne peut « fonctionner »

que s'il consomme une certaine quantité de « carburant », cette quantité de « carburant » qu'on lui octroie dans la limite nécessaire pour qu'il puisse reproduire sa force de travail c'est le salaire. Le salaire est maintenu à son minimum par un moyen ou par un autre « hausse du coût de la vie, vente à crédit, etc. ». Le travailleur ne peut bénéficier quelque peu des progrès scientifiques que s'il consacre la quasi-totalité de son existence au travail salarié, au travail aliéné. C'est-à-dire qu'il ne vit pour ainsi dire pas.

C'est en vue de se défendre contre cet état de choses, c'est en vue de briser les structures économiques qui sont à la base de cet état de choses qu'est né le syndicalisme.

Un syndicat est un organe de lutte créé, animé, agissant par les travailleurs eux-mêmes, par leur action solidaire.

La deuxième union des gauches, celle de 1945, aboutissant au pacte tripartite, fut aussi éphémère et moins hypocrite, car elle fut suscitée pour prévenir un danger populaire et latent, et non plus pour détourner un courant puissant comme la précédente. Sa triste mission accomplie la gauche retourna à ces sordides batailles intestines et recommença bien vite son travail de déorganisation de la classe ouvrière (le danger communiste, le péril de ceci, le péril de cela, etc.) jusqu'à arriver au point actuel, le désintéressé total du peuple pour la chose publique (avec petits voyages épisodiques et rituels aux urnes afin de changer de temps en temps les guignols des maires ou de la Chambre des députés). Pendant qu'elle laissait stagner notre dirigisme, celui du centre et de la droite finir d'abrutir le peuple par tout un assortiment d'inventions magiques (tiéroc, guerres coloniales, mathématiques et dissonances idiotes, ascension des vedettes du chant et de l'écran, changements ministériels, apparitions divines à tout va).

Et ces messieurs ont gagné; la conscience révolutionnaire n'est plus, ils vont pouvoir se disputer le lit douillet du pouvoir et de la jouissance en toute quiétude, tout en continuant les tours de prestidigitation destinés au peuple, à qui il faut continuer de donner du cirque... faute d'un pain suffisant et de la dignité à laquelle il ne semble plus songer.

On se souvient aussi, dans l'espoir de 1936, de la rapidité avec laquelle les « chers patriotes » patronnaux filaient, eux, leurs familles et leurs sous, vers l'étranger, fort heureux, ma foi, de sauver leur triste peau. Quant au fascisme montant en France, il se fit subitement — lui hier si arrogant — immédiatement beaucoup plus discret... L'union des gauches et le gouvernement Blum qui s'ensuivit en 1936, donc, ne furent qu'un accord tactique de basse et écœurante politique entre les récents dirigeants (et trop mouillés pour réagir comme elle l'eût souhaité; démagogie ou marâtre, ou les deux à la fois) et une gauche qui était non moins débordée et qui, ne pouvant plus contrôler l'essor révolutionnaire la dépassant, préféra saborder celui-ci et assassiner, partant, la révolution naissante. Ainsi lors, droite, centre et gauche s'érigèrent en infâme association de liquidateurs pour parer unanimement à une colère populaire telle, que si on la laissait aboutir ensuite elle allait balayer les uns et les autres pour s'épanouir ensuite au-delà : dans cette nouvelle société sans classe et sans fous d'anarchistes... lesquels, dégoûtés par la naïveté et le mouvement finalement trahi et acceptant donc abdicant, un feu de paille, retournèrent, déshillonnés à leurs petites réunions de groupes...

(A suivre)

FOYER INDIVIDUALISTE D'ETUDES SOCIALES

Au Café Saint-Séverin (salle du sous-sol) 3, place Saint-Michel, à Paris (Métro Saint-Michel)

Exceptionnellement, devant l'importance du sujet traité, le samedi, 18 février à 20 h. 30 :

Boris GOIREMBERG

rentré de Chine où il séjourna deux années comme professeur de français, donnera ses impressions vécues sur « L'enseignement en Chine et la Révolution culturelle ».

Le vendredi 24 février à 20h30 : L'individualisme d'Issen, « Ce que tu es, sois-le pleinement », par Marcel RENOT.

L'ENCYCLOPEDIE ANARCHISTE

Chers camarades :

Les Editions « Tierra y Libertad », « Juventudes Libertarias de Venezuela », et le groupe « Tierra y Libertad », de Mexico, se proposent d'embrasser la longue tâche de traduire et d'édition en espagnol L'Encyclopédie anarchiste.

La traduction sera faite par plusieurs camarades compétents, de façon à garantir une continuité nécessaire pour le bon succès de l'œuvre. En suivant le même système que Sébastien Faure nous offrirons un cahier de 48 pages (21 x 28 cm) tous les mois et nous pensons pouvoir commencer dans quelques jours.

L'édition en espagnol aura, en plus des textes de la première édition en français, plusieurs illustrations et, quand le mot l'exigera, une note pour actualiser sa portée.

Nous proposons, dès maintenant, aux camarades qui voudront recevoir régulièrement les cahiers, d'ouvrir leurs souscriptions d'après les paiements que nous fixons de la façon suivante :

- 1 cahier \$ USA 1,00 (un mois).
 - 3 cahiers \$ USA 3,00 (trois mois).
 - 6 cahiers \$ USA 6,00 (six mois).
 - 12 cahiers \$ USA 12,00 (un an).
- (En dollars ou leur équivalent)

Sébastien Faure avait fixé le prix du cahier, il y a trente ans, à 3,50 francs. Nous tenons, en plus, à bien préciser qu'une grande quantité de cahiers sera acheminée vers les bibliothèques publiques, universités et institutions pédagogiques dans le but de répandre le plus possible l'Idéal libertaire.

Nous comptons, périodiquement, ajouter à nos envois des brochures et publications supplémentaires, sans qu'il y ait une majoration de prix.

Pour les camarades ne connaissant pas l'espagnol nous tenons à éditer une toute petite quantité en français, laquelle, tout en nous étant utile pour distribuer les articles à traduire à tous les camarades éparpillés un peu partout, pourrait intéresser

OU VA LE SYNDICALISME OFFICIEL ?

Le syndicalisme, dont le seul but était d'émanciper les travailleurs d'une société dans laquelle ils ne sont qu'un instrument, dans laquelle ils ne possèdent rien d'autre que leur propre force de travail, a fini par s'adapter aux structures elles-mêmes de la société qu'il voulait réformer. Le syndicalisme officiel n'est plus aujourd'hui qu'une sorte de « société d'assurance » à laquelle le travailleur verse une prime, sa cotisation, et de laquelle il n'attend d'ailleurs pas grand-chose. Aucune initiative ne lui appartient plus. Il s'en remet à ses « chefs syndicaux ». Que font ces derniers ? Ils agissent eux-mêmes en fonction des intrigues des politiciens bourgeois ou vont user leur fond de pantalon sur les sièges des antichambres ministérielles. Lassés par des luttes qui n'aboutissent pas, les travailleurs perdent toute combativité. La grève devient une habitude, une distraction. Les dirigeants proclament sans crainte du ridicule des « grèves générales », qui durent vingt-quatre heures. Les syndicats de la C. N. T. estiment, pour leur part, qu'une grève qui n'est pas menée jusqu'au bout n'est pas une grève. Délimiter l'avance la durée d'une grève est aussi absurde que de délimiter la bataille sur les sièges des ministères. C'est bien d'un combat social qu'il s'agit. Quant aux mots d'ordre de ces « mini-grèves », ils se plient tous à la hiérarchisation des salaires : celui qui gagne beaucoup doit gagner encore davantage et celui qui ne gagne rien ou presque récoltera quelques centimes. Ainsi les travailleurs sont amenés, par le syndicalisme officiel à participer eux-mêmes à leur propre exploitation.

Qu'est-ce que la C. N. T. ? La Confédération nationale du travail, section française de l'Association internationale des travailleurs.

TRIBUNE LIBRE CAPITALISME ET DEMOCRATIE

XVI

Il ne suffit pas à l'Etat capitaliste de créer les organes bourgeois de conciliation des conflits de travail. Il lui fallait encore instaurer la collaboration des classes à l'intérieur même des organisations syndicales, c'est-à-dire introduire ces organisations syndicales dans le cadre hiérarchique des structures bureaucratiques, établir un lien de subordination entre la classe ouvrière organisée et le gouvernement représentant les intérêts des classes dominantes. Le syndicalisme réformiste constitue ce lien, la « courroie de transmission » entre la volonté capitaliste et les revendications ouvrières sans canalisées dans le sens du maintien des structures économiques et politiques. L'initiative de l'action échappe aux travailleurs eux-mêmes pour être coordonnée dans le cadre de la légalité bourgeoise. L'action directe est l'expression de la suppression de ce lien de subordination, la base de l'organisation des associations ouvrières par les travailleurs eux-mêmes. Cela ne signifie absolument pas que le syndicalisme révolutionnaire rejette toute forme d'organisation structurée, de coordination véritable. Le syndicalisme réformiste est nécessairement un syndicalisme de type vertical parce qu'il se structure en fonction du dialogue avec les institutions bourgeoises et l'Etat capitaliste et qu'il adopte une forme d'organisation hiérarchisée

puissant coïncider avec la forme hiérarchisée de la société capitaliste lorsqu'il s'agit de résoudre ou plutôt d'écarter les conflits. Au contraire, le syndicalisme révolutionnaire entend se structurer horizontalement, demeurer au bas de la pyramide sociale parce que c'est seulement si la base de cette pyramide se met véritablement à bouger que l'édifice entier s'effondrera. L'organisation hiérarchisée et verticale du syndicalisme réformiste est adaptée aux formes de discussion bureaucratiques; l'organisation horizontale, la coordination fédéraliste du syndicalisme révolutionnaire est conçue en vue de l'action des travailleurs eux-mêmes.

Les objectifs de l'action directe diffèrent de ceux de l'action bureaucratique en ce qu'ils se manifestent non seulement contre l'Etat et le patronat mais également contre le syndicalisme réformiste dans la mesure où celui-ci apparaît de plus en plus comme partie intégrante des structures capitalistes elles-mêmes, comme l'institutionnalisation définitive, en tant que facteur de progrès de l'« intérêt général », de la collaboration des classes et finalement comme le stabilisateur du néo-capitalisme. Le lien organique qui unit la classe ouvrière à ses exploités doit être brisé pour que le capitalisme soit lui-même détruit. Dans cette lutte, la violence prolétarienne se substituera au dialogue réformiste en tant qu'expression des véritables rapports qui existent entre exploités et exploités. Le prolétariat n'a pas le choix des moyens : son attitude lui est dictée par celle du capitalisme. A la violence organisée et systématisée, il est obligé de répondre par la violence organisée et systématisée. Et le réformisme place la classe ouvrière désarmée devant les exigences de la violence bourgeoise, de la force organisée et légalisée. L'action directe rétablit, en même temps que la lutte des classes, l'authenticité des rapports existants entre le prolétariat et les classes dominantes, et qui sont des rapports de force. Le travail aliéné n'est rien d'autre que le résultat de ces rapports de forces et la désaliénation du travail ne saurait être atteinte qu'à partir d'un bouleversement de ces rapports de forces, bouleversement qui suppose l'emploi, par le prolétariat révolutionnaire, de sa force propre qui est la violence prolétarienne. Le réformisme, c'est l'abandon de cette puissance, l'abandon de l'action directe au profit d'institutions de dialogue qui sont elles-mêmes appuyées par la force de répression capitaliste. L'action directe restitue l'authenticité des rapports sociaux créés par le système capitaliste et, au-delà de cette compréhension des rapports sociaux, l'action directe restitue le véritable but de la lutte des classes qui réside dans la suppression de la propriété individuelle des moyens de production. SEVY.

(A suivre.)

NOUS RECLAMONS LA GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT

Si l'on veut bien suivre les discussions en cours dans l'enseignement général, secondaire et universitaire, on s'aperçoit rapidement que les enseignants sont préoccupés d'abord, de leurs salaires, ensuite des méthodes pédagogiques qui permettraient d'accélérer l'acquisition des élèves à des connaissances spéciales ou générales.

A aucun moment, ces enseignants ne se préoccupent d'une gratuité de l'enseignement qui, par son réalisme, ouvrirait l'université aux fils de paysans et d'ouvriers.

Ces fonctionnaires ne peuvent être dupes de la verbomanie ministérielle faisant sans cesse valoir que l'enseignement supérieur est ouvert à tous. La gratuité de l'enseignement — infra-muros — ne peut se réaliser que si les familles des élèves sont déchargées de l'entretien de leurs enfants pendant la durée de leurs cours.

Une famille d'ouvriers révélant qu'un de ses enfants offre des dispositions intellectuelles favorables à son accession à des professions supérieures, elle n'en sera pas moins dans l'impossibilité, avec son faible budget, de subvenir à l'entretien de son enfant pendant de nombreuses années.

Pour cette famille, la gratuité de

GRUPE « LOUISE MICHEL » PARIS

Jeudi 16 février à 20 h. 30 au



PALAIS DE LA MUTUALITE avec GEORGES BRASSENS SERGE REGGIANI et un spectacle éblouissant. Au profit du Comité d'entraide de Louise Michel et des emprisonnés en Espagne. Dès maintenant retenez votre place. 24, rue Ste-Marthe, Paris (10) - 3, rue Ternaux, Paris (11) ou à la Mutualité.

